CADRE JURIDIQUE ET REGIMES D'INDEMNISATION EN MATIERE DE VACCINATIONS

I – CADRE JURIDIQUE DES VACCINATIONS

• 1.1. LES VACCINATIONS OBLIGATOIRES :

- qui peut rendre une vaccination obligatoire ?
- quelle population est concernée ? Articles L.3111-4, L.3111-4 et L.3111-6
- quid de l'obligation vaccinale contre le virus COVID 19 ? Articles 12 à 19 L.2021-1040 du 5/08/2021
- - quelles sanctions ? Article L.3116-4 CSP

• 1.2. LES VACCNATIONS RECOMMANDEES

- Les vaccinations recommandées en dehors du dispositif de mesures sanitaires d'urgence
- Les vaccinations recommandées dans le cadre du dispositif de mesures sanitaires d'urgence: article 3131-1 du CSP
 - Campagne de vaccination contre la grippe H1N1 : arrêtés du ministre de la santé du 4/11/2009 et 13/01/2010
 - Campagne de vaccination contre le virus COVID 19 : article 55-1 du décret 2021-1262 du 16/10/2020 et article 53-1 du décret 2020-1310 du 29/10/2020

II – REGIMES D'INDEMNISATION DES VACCINATIONS

• 2.1. REGIMES D'INDEMNISATION DES CONSEQUENCES DES VACCINATIONS OBLIGATOIRES :

 a) Indemnisation par la solidarité nationale (Etat puis ONIAM) article L.3111-9 du CSP

- i) Conditions de prise en charge par l'ONIAM d'un dommage résultant d'une vaccination obligatoire
- ii) Procédure d'indemnisation : articles R.3111-27 à R.3111-33 du code de la santé publique

b) Indemnisation sur le fondement d'un régime de responsabilité de droit commun

- responsabilité du fait des produits défectueux : articles 1245 et suivants du code civil
- - responsabilité pour faute : articles 1240 et suivants du Code civil

• 2.2. REGIME D'INDEMNISATION DES VACCINATIONS RECOMMANDEES :

- a) Régime d'indemnisation par la solidarité nationale (ONIAM)
 - i) Dans le cadre du dispositif de mesures sanitaires d'urgence : articles L. 3131-3 et L. 3131-4, et les articles R.3131-1 à R.3131-3-5 du CSP
 - ii) En dehors du dispositif de mesures sanitaires d'urgence : article L.1142-1 II du CSP

• b) Régime d'indemnisation au titre des produits de santé défectueux

• c) Régime d'indemnisation de droit commun pour faute